



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

INCIDENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET CULTURELLES DU COVID-19 SUR L'AFRIQUE : QUELLES RÉPONSES POUR L'UNESCO?



*AND XEEX Covid-19 : Ensemble combattons le Covid-19.

© UNESCO 2020

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part de l'UNESCO quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Coordination de l'étude :

M. Firmin E. Matoko, Sous-directeur général, Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris

Bureaux UNESCO en Afrique : Abuja, Accra, Abidjan, Addis Ababa, Bamako, Brazzaville, Caire, Dakar, Dar-es-Salaam, Harare, Juba, Khartoum, Kinshasa, Libreville, Maputo, Nairobi, Rabat, Windhoek, Yaoundé.

Équipe de rédaction :

Direction : Dimitri Sanga, Directeur du Bureau Régional Multi-sectoriel pour l'Afrique de l'Ouest-Sahel

Crédits photos :

UNESCO, Théo Somda, SMKANDJI, Marion Piccio, Cheikh Sakhojimbira, RBS Crew.

Membres de l'Équipe technique:

- Abdul Rahman Lamin, Spécialiste de programme, Secteur des sciences humaines et sociales, UNESCO-Paris
- Georges Boade, Conseiller régional principal, Antenne de l'Institut Statistique de l'UNESCO, Bureau de Dakar
- Jaya Conhye-Soobrayen, Spécialiste de programme-Partenariat, Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris
- Mamadou Lamine Sow, Spécialiste de programme Éducation, Bureau d'Abuja
- Mame Mor Diarra Ndiaye, Chargé de projet principal, Bureau de Nairobi
- Olivier Pieume, Conseiller régional pour l'Enseignement et la Formation Technique et Professionnel, Bureau de Dakar
- Oulimata Ndiaye, Économiste de développement, Bureau de Dakar
- Théodore Somda, Chargé de la communication, Bureau de Dakar

L'équipe a bénéficié des apports techniques des directeurs, chefs de bureaux ainsi que des professionnels et chefs des différents secteurs des bureaux hors-siège en Afrique et au siège.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



COVID-19
RIPOSTE

Message de la Directrice générale de l'UNESCO

L'épidémie de COVID-19 est une crise de santé publique mondiale. Elle résonne profondément aussi au cœur de la mission de l'UNESCO. COVID-19 nous dit que la coopération scientifique est essentielle lorsqu'il s'agit de traiter un problème de santé publique mondial. Elle nous dit qu'il faut assurer une éducation continue alors que tant d'enfants aujourd'hui ne peuvent pas aller à l'école. Elle nous rappelle brutalement l'importance d'une information de qualité et fiable, à une époque où les rumeurs sont florissantes. Elle nous parle du pouvoir de la culture et de la connaissance pour renforcer le tissu humain et la solidarité, à une époque où tant de personnes dans le monde doivent garder une distance sociale et rester à la maison. L'UNESCO s'est pleinement engagée à soutenir les gouvernements pour l'apprentissage à distance, la science en libre accès, le partage des connaissances et de la culture, en tant que moyens fondamentaux pour se tenir ensemble et resserrer les liens de notre humanité commune.

Audrey Azoulay

Directrice générale

Avant-propos

Depuis Décembre 2019, le monde entier fait face à une crise sanitaire sans précédent due à l'infection au coronavirus qui s'est très rapidement muée en pandémie. Bien que l'Afrique soit pour le moment l'une des régions les moins touchées, les expériences passées et récentes de pandémies sur le continent africain militent dans le sens de porter une attention toute particulière aux incidences de cette maladie sur le continent et ses habitants.

Au-delà de la mortalité et de la morbidité, les effets collatéraux du COVID-19 sur les systèmes sanitaires africains sont susceptibles de faire plus de victimes que la maladie elle-même si rien n'est fait. Sur ce point, le monde a encore en mémoire que le succès de l'Afrique dans la lutte contre Ebola a été éclipsé par le fait que, pendant ce combat, des centaines d'enfants sont morts d'autres maladies récurrentes mais évitables comme la rougeole alors que le nombre de cas de paludisme a aussi augmenté de façon exponentielle à cause, entre autres, de la crise sanitaire. Dans la même veine, alors que tous les efforts sont concentrés sur le COVID-19, la faim, la malnutrition, la pneumonie et d'autres maladies non transmissibles continuent de sévir, exacerbant par la même occasion la vulnérabilité au virus, contribuant ainsi à un cercle vicieux de maladie, de dénuement et de mortalité et allant à contre-courant des efforts des pays vers l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Par ailleurs, les mesures de distanciation sociale visant à freiner la propagation du virus, la peur de le contracter, les rumeurs et autres nouvelles entourant sa propagation, ont des incidences qui vont bien au-delà des considérations sanitaires. Ils ont des effets économiques, sociaux et culturels indéniables.

C'est dans ce contexte que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), dans le cadre de son mandat de laboratoire d'idées et sa mission de renforcement des capacités, a décidé de mener des réflexions sur comment accompagner de façon opérationnelle et stratégique les États Africains non seulement à mieux faire face aux défis actuels liés à la pandémie mais aussi à être plus résilients dans le futur et dans le cadre des ODD et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Au regard de l'ampleur de la situation, les incidences observées ne peuvent être atténuées qu'à travers une approche globale, multisectorielle et en concertation avec les autres partenaires au développement et en combinaison avec des solutions spécifiques à chaque pays. Comme pour la lutte contre la pandémie elle-même, aucun pays ne saurait trouver des solutions propres sans concertation avec les autres pays de la région et les partenaires internationaux.

Nous proposons des réponses et suggestions qui ne sont donc pas exclusives à l'UNESCO même si elles sont du reste rattachées aux différents secteurs qui relèvent de son champ de compétence. Elles doivent être vues comme un condensé de la contribution de l'UNESCO à l'effort global pour la recherche de solutions tant immédiates que pérennes lors de l'après COVID-19 dans la marche vers l'atteinte des ODD.

Ensemble, nous traverserons cette crise, comme l'ont reconnu de nombreuses institutions à travers le monde, notamment la famille des Nations Unies, dont l'UNESCO est membre à part entière. Les leçons apprises au cours de cette situation d'urgence nous permettront de mieux nous préparer aux événements futurs et d'éclairer la voie du développement durable.

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Liste des sigles et abréviations | 3 |
| Introduction | 4 |
| 1. Mesures adoptées par les pays africains | 6 |
| 1.1 Situation épidémiologique | 6 |
| 1.2 Principaux effets des mesures adoptées par les pays africains | 7 |
| 1.3 Analyse approfondie des incidences socio-économiques des mesures adoptées | 9 |
| 2. Analyse des incidences de la pandémie au regard des champs d'actions de l'UNESCO ... | 11 |
| 2.1 Une remise en question des normes et équilibres sociaux | 11 |
| 2.2 Un recours sans précédent aux médias et les journalistes pour communiquer et s'informer, mais des menaces à la liberté d'expression à déplorer | 12 |
| 2.3 La culture comme secteur porteur de l'innovation mais encore assez fragile | 13 |
| 2.4 La communauté scientifique au centre du questionnement | 14 |
| 2.5 Des pertes substantielles en termes d'éducation et de formation | 15 |
| 3. Réponses de l'UNESCO aux conséquences du COVID-19 en Afrique | 17 |
| 3.1 Le recours aux outils et approches issues des sciences humaines et sociales est inévitable ... | 17 |
| 3.2 La question de la communication et de l'information est indispensable | 19 |
| 3.3 La culture fait entièrement partie de la réponse en Afrique | 20 |
| 3.4 La promotion des STEM pour éviter à moyen et long terme les situations désastreuses liées au manque de matériels et personnels qualifiés | 21 |
| 3.5 Promotion de l'apprentissage en ligne comme moyen rapide pour assurer la continuité scolaire mais avec une perspective de renforcement de capacités pour les défis futurs. ... | 23 |
| 4. Conclusion | 26 |
| Annexes | 28 |
| Annexe 1 : Liste des directeurs et chefs de bureaux hors-siège en Afrique | 28 |
| Annexe 2 : Liste des responsables ayant coordonné les inputs par secteur | 29 |
| Bibliographie | 30 |

Liste des tableaux

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Effets directs des mesures adoptées dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 | 8 |
| Tableau 2 : Estimation du nombre d'élèves inscrits et affectés par la fermeture des établissements scolaires, par niveau d'éducation. | 15 |

Liste des graphiques

| | |
|--|----|
| Graphique 1 : Incidence du COVID-19 par région | 7 |
| Graphique 2 : Apprentissage traditionnel vs apprentissage par problème | 22 |

Annexes

| | |
|---|----|
| Annexe 1 : Liste des directeurs et chefs de bureaux hors-siège en Afrique | 28 |
| Annexe 2 : Liste des responsables ayant coordonné les inputs par secteur. | 29 |

Liste des sigles et abréviations

| | | | |
|-----------------|---|---------------|---|
| APD | Aides Publiques au Développement | ISU | Institut de Statistique de l'UNESCO |
| CERs | Communautés Economiques Régionales | OCDE | Organisation de Coopération et de Développement Économique |
| CESA | Stratégie Continentale pour l'Éducation en Afrique | ODD | Objectifs de Développement Durable |
| CIB | Comité International de Bioéthique de l'UNESCO | OIM | Organisation Internationale pour les Migrations |
| COMEST | Commission Mondiale d'Éthique des Connaissances Scientifiques et des Technologies de l'UNESCO | OMS | Organisation Mondiale de la Santé |
| COVID-19 | Coronavirus Disease 2019 | ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| ECA | Economic Commission for Africa | ONU | Organisation des Nations Unies |
| EPI | Equipements de Protection Individuelle | OSC | Organisations de la Société Civile |
| ESD | Education for Sustainable Development | PCI | Patrimoine Culturel Immatériel |
| FMI | Fonds Monétaire International | PIB | Produit Intérieur Brut |
| GCED | Global Citizenship Education | PME | Petite ou Moyenne Entreprise |
| IDE | Investissements Directs Etrangers | SNU | Système des Nations Unies |
| IICBA | Institut Africain de Renforcement des Capacités | STEM | Science, Technology, Engineering, and Mathematics |
| IIFE | Institut International de Planification de l'Éducation | TICS | Technologies de l'Information et de la Communication |
| ITIE | UNESCO Institute for Information Technologies in Education | UA | Union Africaine |
| | | UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture |
| | | VBG | Violences Basées sur le Genre |

Introduction

La propagation rapide de la pandémie au *coronavirus disease* (COVID-19) dans le monde exige une réponse globale coordonnée pour mettre fin à cette dernière, et pour pallier à ses effets dévastateurs. L'UNESCO a un rôle particulier à jouer pour soutenir les pays africains dans la réponse à cette crise d'une ampleur inédite sur le continent.

L'Afrique est l'une des priorités de l'UNESCO, ce qui justifie à suffisance un déploiement de l'Organisation en appui aux efforts des pays africains pour lutter contre le COVID-19 à court, moyen et long termes. De plus, en tant qu'agence spécialisée de l'ONU, ayant, des fonctions fondamentales incluant entre autres l'établissement de normes, la fonction de laboratoire d'idées et le renforcement des capacités, l'expertise multidisciplinaire de l'UNESCO est plus que nécessaire en ce moment critique pour contribuer à la pleine compréhension des dimensions socioculturelles et à la reconstruction de la société post pandémie en Afrique.

Les effets immédiats et l'impact à long terme du COVID-19 sur l'Afrique transcendent de loin la recherche scientifique sur les origines du nouveau coronavirus, et le développement final des thérapies de traitement, y compris des vaccins. Les conséquences à long terme de la pandémie pourraient atteindre le cœur du tissu des sociétés africaines telles que nous les connaissons aujourd'hui, conduisant à la destruction des familles et des communautés, fracturant davantage la relation et la confiance entre les États et leurs citoyens. Il est donc crucial d'élaborer une réponse multidimensionnelle, une enquête et des analyses sur les conséquences de la pandémie, en vue de contribuer à une solution à long terme et anticiper l'avenir. Compte tenu de tout ce qui précède, le moment est plus que venu pour l'UNESCO de prendre les mesures nécessaires pour soutenir les pays africains confrontés à des défis majeurs aujourd'hui, et dans l'avenir. C'est l'angle d'analyse qui a été utilisée pour produire les résultats élaborés dans le présent document.

En s'engageant dès à présent dans l'action et dans la réflexion sur les conséquences présentes et futures de la pandémie, l'UNESCO entend ainsi contribuer de manière substantielle aux débats en cours en Afrique, sur l'efficacité et la pertinence du paradigme actuel de développement, et qui pourraient aboutir à repenser les hypothèses qui lui sont associées, dans l'ère post-pandémie.

La première partie du document donne un bref aperçu sur la situation épidémiologique globale de la pandémie avec un regard particulier sur l'Afrique. Elle passe en revue les principales mesures adoptées par les pays africains pour faire face à la crise et leurs effets, en mettant un accent particulier sur les incidences socio-économiques. La deuxième partie met l'accent sur les problématiques liées à la pandémie qui touchent directement au mandat de l'UNESCO. La troisième partie se focalise sur des propositions de solutions aux États membres, aux organisations sous régionales et continentales en rapport avec les champs de compétence de l'UNESCO, en vue de faire face aux effets et conséquences du COVID-19, à court,

moyen et long termes. La dernière partie fait une synthèse de l'ensemble de l'analyse en mettant en lumière la nécessité pour les pays africains, d'investir dans les systèmes d'informations pérennes indispensables pour éclairer et suivre les décisions immédiates sur la crise, ainsi qu'élaborer et mettre en place des politiques économiques, sociales et culturelles appropriée en mesure de également de préparer à d'autres crises futures. Celles-ci sont adressées non seulement aux États Africains mais aussi aux communautés économiques régionales (CERs) et autres entités sous régionales et continentales ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers accompagnant ces États dans la lutte contre cette pandémie.





1. Mesures adoptées par les pays africains

Dans la lutte contre l'expansion de cette pandémie, l'OMS, la communauté des professionnels de la santé publique et d'autres parties prenantes des systèmes de santé ont proposé des mesures de prévention qui ont été aussitôt adoptées par l'ensemble des Etats africains. Comme cela a été le cas dans les autres régions du monde, l'adoption de ces mesures a eu des conséquences immédiates sur les économies africaines et sur les modes de vie des populations.

1.1 Situation épidémiologique

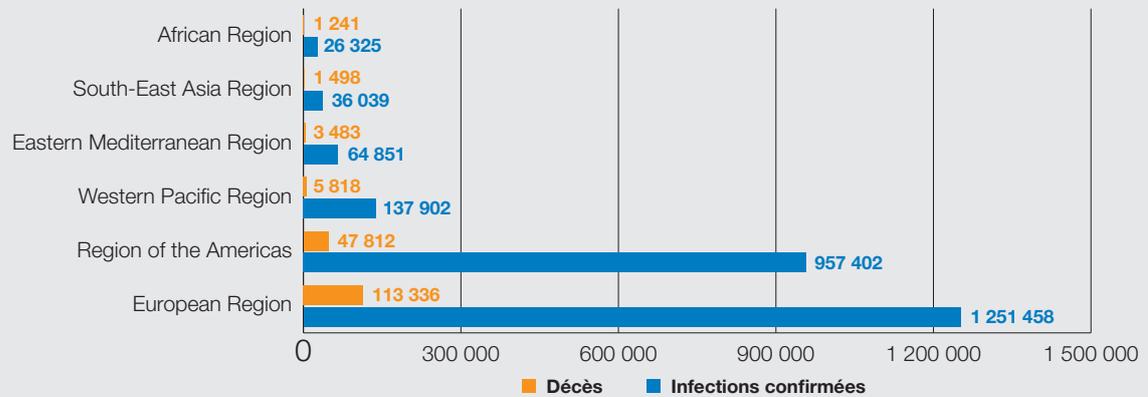
C'est le 31 décembre 2019 que le Bureau de l'OMS en Chine avait été informé de cas de pneumonie dont l'étiologie était inconnue, dans la ville de Wuhan en Chine. Ce nombre était passé à 44 au 03 janvier 2020. En Afrique, les premiers cas du COVID-19, tous importés, ont

été enregistrés au cours de la deuxième moitié du mois de février, et depuis lors le nombre de cas a augmenté assez rapidement au point de couvrir tous les pays sauf Les Comores et le Lesotho au 09 avril 2020 (WHO, 2020 situation report-80).

Selon le graphique 1, au 23 Avril 2020, le nombre de cas confirmés en Afrique est de 26 325 contre 1 241 décès. Bien que ces chiffres soient faibles par rapport aux autres régions, les observateurs restent inquiets quant à l'incidence probable de cette pandémie, car la pratique basée sur les porteurs potentiels qui se déclarent à l'autorité médicale cache malheureusement la réalité. En effet beaucoup de porteurs sains continuent de vivre au contact quotidien avec d'autres personnes les exposant ainsi au risque de contamination. Cette probable contamination intracommunautaire constituerait par conséquent une sorte de bombe à retardement.

GRAPHIQUE 1 :

Incidence du COVID-19 par région



Source: Coronavirus disease 2019 (COVID-19); Situation report – 94, WHO.

1.2 Principaux effets des mesures adoptées par les pays africains

La reconnaissance du COVID-19 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) au titre de pandémie mondiale a levé tout doute sur la menace que le virus faisait peser sur tous les pays du monde. Pour y faire face, des mesures ont été adoptées par la quasi-totalité des pays touchés. Le tableau 1 présente les mesures les plus populaires qui ont été adoptées graduellement par les pays africains, et quelques effets directs mais de façon non exhaustive.

Bien que l'Afrique soit pour le moment l'une des régions les moins touchées, les expériences passées et récentes de la pandémie¹ sur le continent africain constituent une source d'inquiétude qui porte essentiellement sur le fait que le contexte et les réalités des pays Africains pourraient jouer en faveur d'une avancée galopante de la pandémie et par conséquent être à l'origine d'un nombre important de décès et des traumatismes sur le continent.

Par ailleurs, les mesures de distanciation sociale visant à freiner la propagation du virus sont par-

ticulièrement difficiles à respecter en Afrique à cause non seulement des réalités culturelles mais aussi économiques et sociales. La majorité de cette population citadine exerçant des activités économiques relevant du secteur informel, l'application des mesures de distanciation sociale et de confinement ainsi que la précarité des systèmes de protection sociale sont difficilement conciliables avec ces activités, en l'absence de mesures économiques incitatives à même de garantir la survie au quotidien des familles et compenser le manque à gagner dans une certaine mesure.

Les effets collatéraux du COVID-19 sur le système de santé en Afrique feront probablement plus de victimes que le COVID-19 lui-même si rien n'est fait. Pour preuve, le succès de l'Afrique dans la lutte contre Ebola a été éclipsé par le fait que, pendant ce combat, des centaines d'enfants sont morts d'une épidémie de rougeole évitable alors que le nombre de cas de paludisme a aussi augmenté de façon exponentielle à cause de la crise sanitaire. Dans la même veine, la famine, la malnutrition, la pneumonie et d'autres maladies très courantes en Afrique aggravent la vulnérabilité au virus et contribuent à un cercle vicieux de maladie, de

¹ En effet, la plus récente épidémie qui a laissé de tristes souvenirs est celle de la maladie à virus Ebola qui a sévit dans le monde et principalement en Afrique entre 2013 et 2016 avec plus de 20000 décès selon l'OMS (ECA, 2015).

TABEAU 1 :

Effets directs des mesures adoptées dans le cadre de la lutte contre le COVID-19

| MESURE | CONSÉQUENCES IMMÉDIATES |
|---|---|
| Test systématique des personnes venant d'un pays étranger via un aéroport | <ul style="list-style-type: none"> – Pression sur les capacités d'accueil et d'encadrement des structures de santé due à l'augmentation soudaine du nombre de prises en charges – Identification et affectation des ressources budgétaires supplémentaires |
| Le port recommandé du masque de protection et instauration de la distanciation sociale | <ul style="list-style-type: none"> – Stimulation et adaptation des capacités locales de production du masque et gel hydro alcoolique – Augmentation des dépenses courantes des ménages et des structures décentralisées |
| Fermeture des frontières nationales et confinement des cas positifs et des voyageurs venant de l'étranger pendant 14 jours au frais de l'état | <ul style="list-style-type: none"> – Restriction du nombre de touristes et visiteurs – Réduction des voyages d'affaires – Pression sur les capacités d'accueil des structures hospitalière et d'hébergement – Augmentation des dépenses de l'état |
| Fermeture des institutions scolaires et instauration (mitigée) de l'éducation à distance; Appels publics aux dons, à la solidarité et la générosité | <ul style="list-style-type: none"> – Discontinuité pédagogique des apprenants – Mise au chômage des enseignants et autres personnels administratifs et d'encadrement – Fermeture/dysfonctionnement des institutions scolaires non pédagogiques – Pression sur les ressources du ménage en vue de satisfaire aux besoins de l'école à distance, avec un défi supplémentaire pour les parents dans leur capacité d'encadrement, de possession de la logistique adaptée en substitution des enseignants – Abandon précipité des enfants à risque de quitter les classes – Détérioration accrue des infrastructures et équipements scolaires par manque de fréquentation et d'entretien réguliers – Forte déperdition d'enseignants du privé, communautaire et religieux |
| Interdiction des rassemblements de plus de cinquante personnes, fermeture des lieux de culte et les lieux de divertissements et régulation des transports | <ul style="list-style-type: none"> – Distanciation sociale et ébranlement des pratiques culturelles des communautés – Isolement des personnes âgées car plus fragiles – Baisse des activités économiques des entreprises de divertissement en particulier celles opérants la nuit – Chute de la consommation des produits pétroliers – Limitation de la pollution atmosphérique |
| L'instauration du travail à distance | <ul style="list-style-type: none"> – Limitation des interactions et augmentation des dépenses pour la communication à distance – Pression familiale des travailleurs – Chute de la consommation des produits pétroliers – Limitation de la pollution atmosphérique – Interactions plus fréquentes entre les membres de la famille – Réduction de personnels/mise en congés technique/séparation d'avec le personnel dit non-essentiel – Autres sollicitations |
| L'instauration d'un couvre-feu le soir | <ul style="list-style-type: none"> – Limitation des mouvements des personnes – Fermeture des entreprises de nuit |

dénuement et de mortalité. Le manque de moyens médicaux couplé à une forte présence de comorbidité du COVID-19 sur le continent (VIH/SIDA, diabète, tuberculose, maladies cardio-vasculaires etc.) font craindre même le pire.

1.3 Analyse approfondie des incidences socio-économiques des mesures adoptées

L'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) a affirmé que la stabilisation en cours de la situation économique en début 2020 est remise en cause par le COVID-19 et que désormais, l'économie mondiale fait face à son plus grand danger depuis la crise financière de 2008 (OCDE, 2020). En Afrique également et comme illustré ci-dessous, plusieurs études montrent que la crise pourrait avoir des impacts considérables sur le moyen et long termes.

Un taux de croissance négatif sur le continent en 2020

L'Union Africaine (UA, 2020) prévoit pour l'ensemble du continent une croissance négative, avec un taux de croissance qui oscillera entre - 0,8 % et - 1,1 %. Les prévisions sont plus alarmantes pour les pays d'Afrique subsaharienne puisque les prévisions fixent le taux de croissance entre -2,1 % et -5,1 %, ce qui serait «la première dans la région depuis 25 ans ». Les pays dépendants des exportations minières et pétrolières connaîtront une chute de la croissance qui pourrait atteindre jusqu'à 7 points de pourcentage dans les pays exportateurs de pétrole et jusqu'à 8 points de pourcentage dans les pays exportateurs de métaux (Calderon et al, 2020). L'Union africaine (UA, 2020) dans la même veine a publié une étude selon laquelle près de 20 millions d'emplois, à la fois dans les secteurs formel et informel, sont menacés de destruction sur le continent si la situation persiste. Le top 5 des économies africaines (Nigeria, Afrique du Sud, Égypte, Algérie et Maroc) qui représentent plus de 60% du PIB de l'Afrique seront très impac-

tées car le tourisme et le secteur pétrolier représentent en moyenne un quart (25 %) de l'économie de ces pays. Ils perdront jusqu'à 65 milliards de dollars US de revenus pétroliers (CEA, 2020).

Une diminution certaine du pouvoir d'achat des ménages en 2020

Les conséquences des mesures prises auront aussi un grand impact sur le revenu des ménages. En effet, près de vingt millions d'emplois, à la fois dans les secteurs formel et informel, sont menacés de destruction sur le continent si la situation persiste. Le secteur du tourisme à lui seul risquant de perdre 2 millions d'emplois directs et indirects (UA, 2020). L'OIM s'attend aussi à ce que les envois de fonds mondiaux diminuent largement du fait de la pandémie, avec une prédiction selon laquelle les envois de fonds des États-Unis diminueront de 7%, ou 6 milliards de dollars, en 2020². Les ménages africains verront baisser drastiquement les flux des transferts des migrants vivant aux USA, en Europe et autres pays nantis touchés par la pandémie. Dans le scénario optimiste, les pertes de bien-être en 2020 s'élèveraient à 7 % par rapport au scénario sans COVID-19, mais pourraient atteindre 10 % si la crise devait se prolonger (Calderon et al, 2020).

L'insécurité alimentaire est à craindre

L'expérience des crises antérieures laisse planer le risque d'une insécurité alimentaire en Afrique. En effet, si la pandémie perdure, on assistera simultanément à une augmentation des prix de denrées de base (tel que le blé et le riz) et à une dépréciation des monnaies de plusieurs pays. Cette combinaison aurait pour conséquence la flambée des prix aux consommateurs et contribuerait à accroître le risque de l'insécurité alimentaire dans les pays tributaires des productions extérieures. La baisse de revenus des ménages couplée avec la flambée des prix des denrées de base entraîneront une réduction de la demande des ménages, conduisant inéluctablement à la crise alimentaire dont souffriraient en particulier les ménages vulnérables parmi lesquels les pauvres, les réfugiés et les déplacés internes.

² https://www.iom.int/sites/default/files/documents/covid-19_analytical_snapshot_16_-_international_remittances.pdf

Un surendettement de la majorité des pays africains à anticiper

Les implications financières des politiques de relances et de mitigation de la crise pourraient entraîner un accroissement significatif du niveau d'endettement des pays Africains. Les pertes potentielles de recettes fiscales dues à la perturbation des activités économiques limiteront les capacités des pays africains à financer les actions de lutte contre la propagation du virus et les traitements médicaux qui devraient entraîner une augmentation des dépenses publiques, estimée à 130 milliards d'euros au moins (UA, 2020). Le ratio des recettes publiques par rapport au Produit intérieur brut (PIB) dans les pays africains est de 19% en moyenne contre 30% au Brésil et 37% au Royaume-Uni, alors que le service de la dette à lui seul absorbe déjà 22 %³. Les gouvernements africains ont donc une marge de manœuvre limitée pour financer

les plans de relance économique. Étant donné la baisse inévitable des aides publiques au développement (APD) et celle des investissements directs étrangers (IDE) du fait du ralentissement des économies des pays développés, les gouvernements africains n'auront d'autre choix que les marchés financiers internationaux pour s'endetter malgré le fardeau de la dette courante dont l'allègement est indispensable pour certains pays⁴.

Étant donné le faible niveau de développement de la majorité des pays Africains touchés par la pandémie, il est important que ces États s'approprient les résultats mis en exergue ci-dessous afin de mener des réflexions sur les mesures de mitigation à anticiper. La section qui suit va aller plus en profondeur sur ces problématiques en faisant un focus sur les effets interpellant directement les champs d'actions de l'UNESCO.

³ <https://www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales/statistiques-recettes-publiques-afrique-senegal.pdf>

⁴ L'allègement de la dette pour 19 pays africains a déjà été approuvé par le Conseil d'administration du FMI.





2. Analyse des incidences de la pandémie au regard des champs d'actions de l'UNESCO

Les organismes des Nations unies au rang desquels l'UNESCO, accompagnent les États et les populations à la fois dans leur quête de passer à travers cette crise sanitaire, mais aussi dans la réflexion pour l'après COVID-19. C'est également l'esprit de l'Agenda 2030 et des ODD qui s'inscrivent, à travers le partenariat international, notamment plus que jamais dans la recherche, la réflexion pour la mutualisation des efforts afin de maximiser l'impact des interventions au profit des bénéficiaires. Les différents secteurs d'expertise de l'UNESCO notamment la culture, l'éducation, la communication et information, les sciences naturelles, les sciences sociales et humaines, ont un rôle important à jouer pour juguler les effets actuels de la crise et favoriser une transition apaisée vers l'après pandémie. C'est dans cette perspective que la présente section analyse les incidences socio-économiques du COVID-19 en Afrique au regard des missions et champs d'actions de l'UNESCO.

2.1 Une remise en question des normes et équilibres sociaux

La cohésion sociale et les modes de vie des communautés sont mis à l'épreuve

Les mesures draconiennes et nécessaires mises en place par les États africains perturbent la co-

hésion sociale. En réalité, les conséquences dépassent le champ sanitaire, et touchent les domaines connexes : fermeture des lieux de culte, interdiction de rassemblement (mariages, enterrements, baptêmes etc.); fermeture de marchés (sachant que les ménages vivent de revenus du secteur informel limités et sporadiques etc.). La psychose collective s'installe donc puisque les liens sociaux sont perturbés, les rituels et rites funéraires sont escamotés, la solidarité générationnelle et intergénérationnelle est mise à l'épreuve.

Pour trouver des solutions à la pandémie, des principes d'éthique relégués au second rang

En situation d'urgence, certaines pratiques qui devraient être négociées au préalable ou punies sont tolérées sous contrainte du temps et pour la préservation des vies à l'exemple des essais cliniques et vaccinaux, les bavures policières, les augmentations des violences basées sur le genre (VBG).

Les gains engrangés sur le terrain de la réduction de la pauvreté annihilés

Les mesures mises sur pied par les gouvernements africains contribueront indirectement à aggraver des inégalités sociales de santé, de genre, d'économie, d'augmentation de la charge éducative additionnelle des parents, de l'accroissement des migrations clandestines et de la stigmatisation des émigrés et les diasporas en difficultés.

2.2 Un recours sans précédent aux médias et les journalistes pour communiquer et s'informer, mais des menaces à la liberté d'expression à déplorer

Valorisation des différents types de médias pour communiquer avec les populations et les informer

La lutte contre la propagation du COVID-19 a conduit les États à développer des plans de réponse dans lesquels une place importante a été réservée à l'information et à la sensibilisation inclusives de la population. Les médias traditionnels, les sites-web, les applications mobiles et les réseaux sociaux sont autant de canaux abondamment utilisés pour entre autres, informer, s'informer et relayer les messages.

Le niveau d'alphabétisation couplé à l'absence de compétences minimales pour rechercher, évaluer et consommer l'information font de la population une victime passive de la désinformation à travers les médias et en particulier les réseaux sociaux

Certaines études récentes⁵ relèvent des augmentations d'audience pouvant atteindre 40% pour la télévision en direct, les médias sociaux, et les journaux en ligne. Cependant, cette course vers l'information sur la pandémie du COVID-19 a aussi donné lieu à une épidémie de fausses informations ou désinformation, qualifiée par l'OMS d'«*infodémie*». Cette *infodémie* est probablement, en matière de communication, le défi majeur auquel la population et les autorités sanitaires doivent faire face. L'information crédible, précise et exacte est tout autant critique que les mesures médicales de protection. Les messages de désinformation

⁵ <https://www.weforum.org/agenda/2020/04/covid19-media-consumption-generation-pandemic-entertainment/>



qui, dans la plupart de cas, ont un caractère viral, trouvent un terreau fertile là où la population ne dispose pas des compétences, telles l'analyse critique, la vérification de l'information, etc. que confère l'éducation aux médias et à l'information. Parce que la désinformation favorise la vulnérabilité de ses consommateurs, elle devrait être contre-carrée dans le cadre de la réponse collective et globale de l'Afrique contre la pandémie.

Médias et journalisme – rempart contre la désinformation et pour l'information crédible

L'expansion de la désinformation dans le contexte du COVID-19 est devenue, à contrario, le meilleur argument en faveur du journalisme. Si la population se tourne vers les médias, c'est essentiellement pour rechercher l'information crédible que produit le journalisme professionnel.

Entorse à la liberté des médias et des journalistes

L'instauration de l'état d'urgence comme l'une des stratégies pour contenir la progression de la maladie fait courir de nombreux risques sur la liberté des médias en général et celle des journalistes en particulier. En effet, le COVID-19 semble favoriser l'augmentation de l'insécurité des journalistes.

Déjà, suivant les issues du monitoring du respect de la liberté d'expression dans le contexte du COVID-19, l'International Press Institute fait remarquer qu'il y a eu sur le continent, depuis le début de la pandémie, près d'une vingtaine d'attaques contre les journalistes dans l'exercice de leur profession.

Viabilité, diversité et résilience des médias mises à rude épreuve

La pandémie du COVID-19 fait peser un sérieux doute sur l'avenir des entreprises dans tous les secteurs de l'économie, y compris celui des médias qui est affecté à ses fondements. En effet, le modèle économique des médias est fortement dépendant de la publicité. Avec le ralentissement et l'arrêt des activités dans plusieurs secteurs, y compris l'annulation des grands événements culturels, sportifs, etc. le marché de la publicité est en perte de vitesse entraînant une chute vertigineuse de revenus pour les entreprises médiatiques. Les

médias les plus à risques sont surtout ceux à faibles capitaux, notamment les médias communautaires et les journaux qui en cette période, sont fortement concurrencés par les médias en ligne et les réseaux sociaux. Une cessation de l'activité des médias communautaires signifierait non seulement le rétrécissement des espaces de liberté, mais aussi la réduction de la diversité des médias, sans oublier qu'elle priverait de voix et d'information accessible, les populations rurales et en particulier les femmes. La pandémie du COVID-19 contribue également à accroître le risque de dégradation des conditions de travail des journalistes et l'augmentation du taux de chômage dans ce secteur.

2.3 La culture comme secteur porteur de l'innovation mais encore assez fragile

Pendant la crise, les individus, les entreprises et organismes du secteur des arts et de la culture dans la région sont privés des revenus

Le secteur culturel en Afrique souffre d'une faiblesse structurelle connue, notamment dans les structures publiques. Les budgets étatiques sont faibles, les professionnels de la culture manquent dans de nombreux domaines. Le secteur est très dépendant de l'aide internationale. Ces canaux de financement sont stoppés ou au moins ralentis pour le moment. Les projets culturels financés et mis en œuvre dans le cadre des coopérations internationales bilatérales ou multilatérales sont pratiquement à l'arrêt et une récession économique globale conduira inéluctablement à la disparition des financements jusqu'à insuffisants pour faire face aux besoins réels du développement de ce secteur.

Des activités liées à l'événementiel et à des prestations de services en direct enregistrent une perte sèche de revenus due à leur annulation ou report, à l'exemple de la Biennale de Dakar prévue en Mai 2020, la Semaine Nationale de la Culture au Burkina Faso à quoi s'ajoutent en grand nombre des concerts festivals, expositions et shows, la fermeture des lieux et les occasions de la culture « quotidienne » comme les maquis, l'interdiction des mariages et baptêmes.

Les lieux de production et de diffusion sont fermés (musées, sites de patrimoine, cinémas, salle de représentations, galeries d'art, studios d'enregistrement, librairies...) et l'impact sur le secteur du tourisme affecte également le secteur culturel. Enfin, les pratiques et rituels culturels propres au patrimoine vivant sont annulés ou reportés.

Déstructuration du secteur à moyen terme

Les gains en croissance de ces dernières années seront presque balayés pour les structures qui ne pourront pas se remettre de la récession (en particulier les entreprises informelles les PME et entrepreneurs indépendants des secteurs culturels et créatifs). D'autres naîtront cependant, mais les conséquences socio-économiques et la précarité de ces travailleurs seront importantes. C'est pourquoi les associations d'artistes, de créateurs, appellent les États à l'aide.

Propulsion du numérique pour trouver de nouvelles sources de revenus

Une nouvelle génération d'entrepreneurs de la culture résiste bien à cette crise, voire y gagne paradoxalement (community manager, influenceur, graphic designer, videomakers...). Le secteur du numérique restera en plein boom pendant des années. Il permet à la fois la création et la diffusion dans des modalités encore mal maîtrisées. Les réseaux sociaux changent la donne du secteur culturel cependant. La création n'a peut-être jamais été aussi foisonnante, mais se posent les questions de la course à la visibilité, à la rentabilité et à la vente de son contenu à des sponsors par exemple. Mais la rémunération ne va pas de soi sur internet, et beaucoup de cette diffusion et de cette information culturelle et artistique devient gratuite et ouverte à toutes et tous. Cela pose également la question du statut des créateurs et des créatrices.

2.4 La communauté scientifique au centre du questionnement

Mise en doute de la capacité de la communauté scientifique africaine à innover pour répondre à un besoin pressant

Lorsque la crise du COVID-19 a éclaté en Afrique, le continent n'a pas pu rallier ses scientifiques, in-

génieurs, innovateurs et petites industries pour produire assez rapidement des kits de test, des masques et des ventilateurs malgré les besoins urgents auxquels le continent était confronté. Cela a démontré la pénurie de conseillers scientifiques solides sur le continent avant la crise qui, s'ils étaient disponibles et expérimentés, auraient pu fournir de bons conseils à leurs gouvernements sur la nécessité de se préparer aux maladies émergentes et à de telles éventualités. De nombreux pays manquaient d'équipements de base, notamment d'équipements de protection individuelle (EPI), d'hôpitaux qui n'ont pas les capacités nécessaires pour effectuer des tests de dépistage de la maladie, et d'unités de soins intensifs qui n'existent pas dans de nombreux endroits qui sont tout simplement dépourvues des équipements nécessaires. Une leçon sérieuse qui peut être retenue de cette crise du COVID-19 est que les nations africaines devront devenir plus autonomes et améliorer les capacités locales dans les secteurs critiques du développement socio-économique ainsi que du développement durable. Ces secteurs comprennent la santé, la production alimentaire, l'ingénierie, la production d'énergie, la sécurité de l'eau et l'entrepreneuriat.

Inadéquation entre la formation et la production d'une part, et besoins d'innovation et de développement de l'Afrique d'autre part

L'absence de réponse forte de la part des communautés scientifiques et d'ingénieurs, et l'incapacité des petites industries, en particulier celles basées sur la technologie, à mobiliser rapidement les connaissances et les compétences pour combler l'écart dans l'offre d'équipements médicaux et EPI nécessaires, constituent un indicateur fort des défis auxquels l'Afrique est confrontée pour devenir pleinement une économie de la connaissance. En général, les petites industries ne peuvent pas changer leurs usines pour fabriquer des produits médicaux essentiels tels que des masques, des désinfectants, des kits de test et des médicaments par exemple. Cela a démontré le manque de capacités sur le continent pour traduire l'éducation et la connaissance en une utilisation productive en temps de crise et, deuxièmement, cela a démontré un niveau d'esprit d'entreprise capable d'appréhender des opportunités et en tirer profit

immédiatement. En outre, cela a démontré l'absence de systèmes de conseil scientifique solides qui auraient pu aider à préparer les États-nations à des moments de crises. Une autre leçon est qu'il est nécessaire de continuer à renforcer les partenariats université-industrie et, par industries, on n'entend pas les grandes multinationales mais les petites industries locales, en particulier celles qui sont basées sur la technologie.

2.5 Des pertes substantielles en termes d'éducation et de formation

Accroissement potentiel du nombre d'enfants en dehors de l'école

Comme présenté dans le tableau ci-dessous, le nombre d'enfants scolarisés et ou déscolarisés en raison de la fermeture de l'école induite par la COVID 19 est estimé à plus de 300 millions en Afrique.

Plus de trois cents millions d'enfants inscrits au pré-primaire, primaire et secondaire sont affectés par la fermeture des écoles due à la pandémie du COVID-19. Ce chiffre est des plus alarmants lorsque s'ajoute le nombre d'enfants qui était déjà en dehors du système scolaire et autres centres d'apprentissage. La fermeture des écoles sur une période de plusieurs mois pourrait accroître le risque d'un taux d'abandon très élevé à la reprise.

En effet, il est très probable qu'un nombre non négligeable d'élèves n'aient plus les ressources adéquates pour reprendre leur scolarité lorsque les écoles rouvriront et cela pour bon nombre de raisons au rang desquelles un cadre familial devenu non favorable, la perte d'emploi des enseignants (surtout ceux du privé, du communautaire ou de l'enseignement religieux) ... Ce qui pourrait déboucher sur une augmentation considérable du nombre d'enfants et de jeunes non scolarisés.

Accentuation des disparités dans les apprentissages entre les différentes couches de populations

Cette crise risque de creuser les disparités dans l'éducation en Afrique. L'enseignement à distance peut être très compliqué à mettre en œuvre dans le contexte africain surtout au niveau des zones reculées et défavorisées (pas d'électricité, pas d'accès à Internet, pas de couverture de télévision ou de radios, etc.) ce qui peut accroître les disparités dans les apprentissages. Les filles pourraient être davantage touchées (grossesses dues à l'oisiveté des jeunes filles qui ne sont plus occupées à l'école), de même que les populations les plus désavantagées (personnes vivants avec des handicaps, personnes déplacées et pauvres). A titre de rappel, selon les données de l'ISU (2016), 15 millions de filles en âge de fréquenter le primaire n'auront jamais la chance d'apprendre à lire et à écrire à l'école primaire,

TABLEAU 2 :

Estimation du nombre d'élèves inscrits et affectés par la fermeture des établissements scolaires, par niveau d'éducation

| | PETITE ENFANCE | PRÉ-PRIMAIRE | PRIMAIRE | SECONDAIRE | POST-SECONDAIRE NON-TERTIAIRE | TERTIAIRE |
|------------------------|------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| Afrique du Nord | 6 032 | 4 170 799 | 28 398 251 | 20 102 222 | -- | 6 853 487 |
| Afrique sub-saharienne | 6 625 352 | 25 281 696 | 168 645 439 | 61 217 809 | 1 085 690 | 8 149 082 |
| Total | 6 631 384 | 29 452 495 | 197 043 690 | 81 320 031 | | 15 002 569 |

Source: Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU).

contre environ 10 millions de garçons. Plus de la moitié de ces filles – 9 millions – vit en Afrique subsaharienne. En outre, toujours en Afrique subsaharienne, seuls 65 enfants les plus pauvres pour 100 enfants les plus riches vont à l'école.

Retour à l'investissement minimal pour l'année en cours

La réponse sanitaire qui coûtera près 130 milliards USD aux ressources publiques des États Africains (UA, 2020) aura un impact financier non négligeable sur le secteur de l'éducation. A court terme, des pertes financières massives liées à la fermeture des écoles vont se faire ressentir puisque la plupart des coûts pour l'année scolaire ont déjà été engagés. Par ailleurs, le secteur de l'éducation doit également faire face à des dépenses imprévues visant à limiter les conséquences de la fermeture des écoles, à travers la mise en place d'alternatives tels que l'enseignement à distance, quand cela est possible. Les dépenses de l'année entière en seront d'ailleurs affectées si les fermetures des écoles se prolonge et que les élèves n'ont pas la possibilité de passer leurs examens. Si la crise perdure, il est moins probable que ces dépenses se transformeront en résultats scolaires en termes d'apprentissages attendus chez les apprenants (Value for money).

Baisse anticipée des financements dédiés à l'éducation en Afrique

A moyen et long terme, il est probable que le financement alloué au secteur de l'éducation soit réduit pour au moins trois raisons : Tout d'abord parce que les financements seront alloués aux systèmes de santé et la limitation des dommages de la pandémie sur l'économie. Secundo, même si les pays continuaient à accorder la même priorité à l'éducation (part relative des dépenses publiques allouées à l'éducation resterait identique), du fait que les recettes de l'État devraient baisser (à cause du ralentissement des activités économiques qui impacteront très certainement les recettes des gouvernements), en absolu le montant des budgets qui sera affecté au secteur de l'éducation baissera

aussi, soit la dépense par apprenant à différents cycles scolaires. Enfin, la réduction de l'APD et des IDE due au ralentissement de l'économie mondiale et les priorités du moment contribueront à orienter les financements disponibles vers le secteur de la santé au détriment de l'éducation en général. La baisse pourra donc être plus significative pour certains pays Africains, où plus de 20 % de leurs dépenses publiques d'éducation sont imputables à l'aide. Par exemple, après la crise de 2008, les dépenses d'éducation avaient diminué de 7 % au Tchad et de 10 % au Niger entre 2009 et 2010 (UNESCO, 2012). Une baisse des financements futurs pour le secteur de l'éducation des pays africains est donc une menace réelle⁶.

A pandémie globale, réponse globale

Les effets observés dans les champs de compétence de l'UNESCO ne peuvent être atténués qu'à travers une approche globale et en concertation avec les autres partenaires au développement et en combinaison avec des solutions spécifiques à chaque pays. Comme pour la lutte contre la pandémie elle-même, aucun pays ne saurait trouver des solutions propres sans concertation avec les autres pays de la région et les partenaires internationaux. La réponse de l'UNESCO s'inscrit également dans le cadre d'action défini par le Secrétaire Général pour l'ensemble du Système des Nations Unies intitulé « *Shared responsibility, global solidarity : Responding to the socio-economic impacts of COVID-19* »⁷.

La section qui suit se focalise sur les actions à court, moyen et long termes que l'UNESCO aura envisagé dans le cadre d'une réflexion holistique avec les pays et les autres partenaires au développement. Ces réponses et suggestions ne sont donc pas exclusives à l'UNESCO même si elles sont du reste, rattachées aux différents secteurs qui relèvent de son champ de compétence. Elles doivent être vues comme un condensé de la contribution de l'UNESCO à l'effort global pour la recherche de solutions tant immédiates que pérennes lors de l'après COVID-19.

⁶ A cela, il faudra ajouter la baisse des dépenses des ménages et des communautés en éducation qui peuvent aller jusqu'à 40% des dépenses totales en éducation de beaucoup de pays en Afrique subsaharienne.

⁷ <https://www.un.org/en/un-coronavirus-communications-team/launch-report-socio-economic-impacts-covid-19>.



3. Réponses de l'UNESCO aux conséquences du COVID-19 en Afrique

Les solutions proposées aux États Africains par l'UNESCO ont été développées non seulement pour les accompagner à passer à travers la crise mais aussi pour les aider à prévenir et à être plus résilients lors des crises futures. Naturellement, les appuis proposés n'ont pas été élaborés avec la prétention de couvrir tous les effets, mais ils ont surtout été développés pour s'attaquer aux problématiques clés entrant dans les champs d'actions de l'UNESCO et sur lesquelles l'Organisation a des avantages comparatifs avérés par rapport aux autres agences de développement à savoir : l'éducation, les sciences naturelles, la culture, la communication ainsi que les sciences humaines et sociales. C'est donc autour de ces cinq points que les réponses apportées aux États Africains sont présentées ci-dessous.

3.1 Le recours aux outils et approches issues des sciences humaines et sociales est inévitable

Face à ces menaces et défis urgents et nouveaux, le programme des sciences humaines et sociales participe activement aux efforts menés à l'échelle du système des Nations Unies pour lutter contre le COVID-19 et atténuer les conséquences multiformes, directes et indirectes, de cette pandémie. L'expérience de l'UNESCO dans le domaine des sciences humaines et sociales en réponse à le COVID-19 en Afrique porte sur trois axes: 1) la mobilisation de la jeunesse dans la lutte contre la pandémie ; 2) La lutte contre les inégalités et la promotion du respect des droits humains dans la lutte contre le COVID-19 ; 3) La Co-production de

savoirs pour éclairer les politiques publiques et les mesures prises pour faire face à la crise et se projeter dans l'après COVID-19. La dimension prospective et la littérature du futur sont peut-être éludées ici, en termes de recherche prospective et prospectiviste sur l'Afrique et la prise en main de son avenir, de même que la réflexion endogène pour qu'émergent différents scénarios pour y parvenir.

Mobilisation et préparation des générations futures par l'engagement de la jeunesse

S'appuyant sur le caractère transversal des actions menées autour des jeunes, l'UNESCO en a fait les principaux vecteurs de ses interventions. Concernant la contribution à la mobilisation des réseaux de jeunes pour lutter contre le COVID-19, des documents et plusieurs liens utiles permettant d'accéder à des ressources en lignes (documentation, plateformes digitales) favorisant l'engagement des jeunes dans la lutte contre le COVID-19 en Afrique ont été partagés aux réseaux de jeunes et aux Organisations de la Société Civile (OSC) de tout le continent. En outre, Les programmes développés appuient principalement sur la commission jeunesse du Bureau de l'UA dans son initiative pour renforcer les capacités des défenseurs de la jeunesse panafricaine : «African Youth Charter Hustlers». L'idée étant d'inciter les jeunes Africains à mener des actions de sensibilisation et de responsabilisation aux niveaux continental, régional et national.

Porter des plaidoyers fort et mener des actions de sensibilisation pour le respect des droits humains

En vue de lutter contre les inégalités sociales susceptibles de s'exacerber avec la pandémie en Afrique, les bureaux UNESCO en Afrique, en collaboration avec ses partenaires du Système des Nations Unies (SNU), les institutions internationales et de la Société civile, ont impulsé des initiatives exceptionnelles. Au niveau régional, des activités de plaidoyer ont été conceptualisées avec diverses parties prenantes afin de promouvoir une sensibilisation soutenue pour le respect de la dignité humaine en cette période de crise. Il a été initié en collaboration avec Educommu-nicAfrik, une campagne digitale pour l'inclusion sociale et la solidarité intergénérationnelle en plaidant la cause de ces femmes accusées de sorcellerie et des couches vulnérables affectées par les mesures de confinement. En outre, en vue de protéger les personnes en situation de handicap dans la lutte contre le COVID-19, des productions et diffusions de matériels de sensibilisation qui répondent à leurs besoins face au COVID-19 ont été faites en Afrique de l'Est. L'initiative « Promouvoir les arts et mobiliser les artistes contre le COVID-19 » a été aussi lancée en Afrique centrale comme réponse d'urgence au COVID-19.



Produire des savoirs par la recherche action mais dans le respect de l'éthique, afin d'orienter les politiques de préventions et de gestion des crises

Les bureaux de l'UNESCO en Afrique participent entre autre à la diffusion des recommandations de la déclaration que le comité international de bioéthique de l'UNESCO (CIB) et la commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies de l'UNESCO (COMEST) ont conjointement adoptée, à Paris, le 26 mars 2020 sur les dimensions éthiques et bioéthiques du COVID-19⁸. Par ailleurs, des éléments vidéos réunissant des interventions d'experts africains et d'ailleurs ont été produits par l'UNESCO, pour apporter plus de lumière aux acteurs en première ligne de la réponse au COVID-19, dans un souci d'assurer que les actions et décisions prises, même dans l'urgence, soient guidées par les considérations éthiques essentielles pour la préservation de la dignité et de la vie humaines⁹.

⁸ https://unesco.delegfrance.org/cib_20_declar_ethiq_covid_avec_comest_fr.

⁹ <https://fr.unesco.org/news/lunesco-fournit-cadres-ethiques-aux-reponses-covid-19>.



3.2 La question de la communication et de l'information est indispensable

L'UNESCO apporte des réponses axées sur des programmes de Communication et Information. Ces programmes reposent sur cinq principaux axes :

- Le soutien aux médias, y compris les médias communautaires, pour renforcer leur capacité à mieux communiquer sur le COVID-19 et promouvoir la sécurité des journalistes dans le contexte de la pandémie ;
- L'amélioration de l'accès de la population, y compris celle vivant avec un handicap, à l'information crédible ;
- La lutte contre la désinformation, au travers de l'éducation aux médias et à l'information¹⁰ ;
- La promotion de la préservation et l'accessibilité aux données et archives sur la pandémie;
- Le soutien aux innovations et transformations digitales.

Chacun de ces axes a donné lieu à des projets qui sont développés et mis en œuvre tant à l'échelle locale que continentale. A titre d'exemple, les bureaux de l'UNESCO à travers l'Afrique mènent des actions en faveur des radios de proximité, de jeunes journalistes et des influenceurs, qui visent à contribuer à la lutte contre la propagation de la maladie à coronavirus par la diffusion d'informations exactes et accessibles sur la maladie ainsi que ses conséquences socio-économiques, la sensibilisation aux rumeurs et fausses informations et par la prévention, la lutte contre la stigmatisation des malades et de leur entourage. L'une des réponses post-COVID-19 consistera à poursuivre et renforcer l'appui aux États pour l'adoption et la mise en œuvre des politiques pour les Ressources Éducatives Libres.

¹⁰ Exemple : Utilisation des réseaux sociaux pour lutter contre la « mésinformation » (fake news) #DontGoViral Campaign.

3.3 La culture fait entièrement partie de la réponse en Afrique

Les secteurs de la santé, les secteurs sociaux et l'éducation confirment en partie leur faiblesse. Cependant, les États et la société civile considère la culture à la fois comme partie prenante et comme outil à part entière de la lutte contre la COVID19. C'est dans cette perspective que dès le début de la crise, l'UNESCO a décidé d'accompagner les artistes, les créateurs et les autorités publiques dans leurs efforts de sensibiliser et communiquer sur les stratégies de lutte contre l'épidémie. L'importance du message porté par les artistes et l'importance des arts visuels et des arts liés à l'oralité dans la transmission des messages est culturellement ancrée dans les sociétés africaines. Les artistes dans la sous-région s'engagent sur différents plans. Beaucoup – à travers la peinture, la chanson, les textes ou encore la danse – prennent à cœur leur rôle de citoyen et leur responsabilité d'artiste dans la sensibilisation à la population, la lutte contre les stigmatisations et la lutte également contre la désinformation (à l'instar du RBS Crew et de ses fresques, du collectif « Y en a marre », du Rappeur Smarty, etc...). Les artistes font preuve de résilience et d'une capacité à innover, à créer et à s'adapter à la situation pour participer à l'effort de lutte contre cette pandémie du covid-19.

L'accent dans l'appui aux artistes, entrepreneurs et entreprises culturels doit être aussi mis sur le développement des modèles de négoce basés sur le digital. Beaucoup de ce qui devait se passer dans la réalité se transpose dans le virtuel : festivals de cinémas, de musique (Bubaque en Guinée Bissau, etc.), les musées du Cabo Verde sont accessibles virtuellement, les artistes partagent leurs créations. Ce tournant permet également d'atteindre de nouveaux publics, en particulier lorsque la connectivité est bonne dans le pays. L'UNESCO envisage de prendre à la sortie de la crise le lead d'un effort pour, sans réinventer, participer à la transition et repenser :

- Appuyer la société civile, alors que cette dernière semblait avoir été rendue muette ces der-

nières années dans la plupart des pays : les artistes, même sans rémunération, jouent un rôle d'éducateurs et d'agitateurs de conscience. L'art est l'arme qu'ils ont, ils appellent le monde au changement. Il est nécessaire de mettre en valeur toujours et encore le statut de l'artiste essentiel à nos sociétés pour que ces derniers puissent subsister de leur activité.

- Conjuguer le patrimoine dans toutes ses formes et la culture au présent pour répondre aux crises écologique, économique, sociale et démocratique : mettre la Culture (patrimoine culturel immatériel (PCI), langues locales, histoire...) au cœur de l'éducation pour participer à la construction d'une nouvelle génération de citoyens conscients, mais aussi au cœur de la recherche scientifique sur des sujets comme l'architecture, l'urbanisme et le patrimoine, ou encore repenser le rapport entre médecine/pharmacopée traditionnelle et médecine moderne pour faire valoir la première, mettre en valeur les savoir-faire et les connaissances locales.
- Essayer de ne laisser personne de côté et atteindre les populations les plus vulnérables et les plus touchées par la précarité.
- Faire de la culture un véritable pilier du développement durable et l'intégrer de manière pratique pour répondre aux défis de notre temps. Il faut intégrer la culture (les langues, l'éducation, le PCI, les valeurs, le patrimoine, la biodiversité, les expressions culturelles et créatives, le bien-être, etc.) dans les indicateurs de développement, au même-rang, voire au-dessus des indicateurs économiques. Les secteurs culturels et créatifs sont des secteurs résilients qui même sans argent continuent de perdurer d'une manière ou d'une autre car ils connectent l'humain à des valeurs, à des identités, à des réflexions critiques et construites sur sa manière de vivre en société. Il s'agit de mettre en évidence comment la culture participe à construire des sociétés plus égalitaires, inclusives et résilientes.



3.4 La promotion des STEM pour éviter à moyen et long terme les situations désastreuses liées au manque de matériels et personnels qualifiés

L'action de l'UNESCO dans le domaine des sciences exactes et naturelles se concentrera sur le renforcement des systèmes de STEM au niveau national, en soutenant l'élaboration de politiques et le renforcement des capacités des ressources humaines afin qu'à long terme, la science puisse véritablement être un catalyseur du développement durable dans les pays africains. Au niveau régional, l'UNESCO encouragera le partage des expériences et des meilleures pratiques et l'apprentissage par les pairs entre les pays, dans une perspective à long terme d'encourager les approches endogènes du développement du continent.

L'UNESCO, par le biais de sa plate-forme sciences naturelles et éducation sur les sciences, techno-

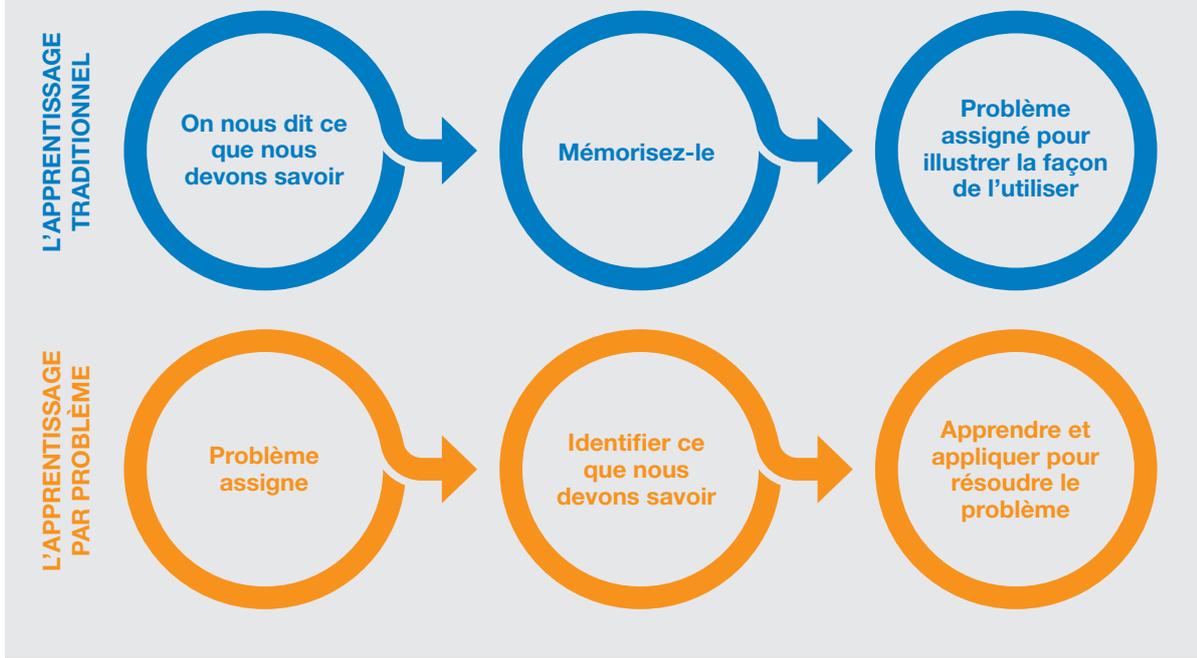
logies, ingénieries et mathématiques (STEM), travaillera à renforcer davantage les sciences appliquées, l'enseignement technique et l'ingénierie, la recherche et l'innovation qui peuvent alimenter le développement des petites entreprises dans des secteurs importants tels que la santé, la production alimentaire, la production d'électricité et l'approvisionnement en eau. L'intérêt pour les sciences sera plus important chez les jeunes si à la théorie, des laboratoires d'expérimentation équipés sont disponibles dans les écoles du secondaire. Le projet Micro science¹¹ déjà en œuvre dans certains pays est une voie à explorer pour accroître l'intérêt auprès de la jeunesse africaine.

Outre les STEM, l'Afrique doit commencer à travailler au renforcement des avis scientifiques de manière systématique. La science doit s'engager plus sérieusement dans les questions de politique publique et il faut donner aux gouvernements autant d'options solides que possible parmi lesquelles choisir avant, pendant et après les crises.

¹¹ <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/special-themes/science-education/basic-sciences/microscience/>.

GRAPHIQUE 2 :

Apprentissage traditionnel vs apprentissage par problème



L'UNESCO, par son travail de renforcement des politiques et des capacités, jouera un rôle de premier plan dans ce domaine en aidant à créer des formations et des plateformes régionales pour les conseillers scientifiques, mais aussi pour aider les états membres à asseoir des politiques et des systèmes (enseignants, programmes et contenus, structures et évaluation) STEM adaptés aux contextes Africains, régionaux et locaux.

Il s'agira aussi de faire la promotion des approches pédagogiques orientées vers la résolution de problèmes locaux. Comme illustré dans le graphique ci-dessous, l'approche est centrée sur l'élève et celui-ci apprend à connaître un sujet par l'expérience de la résolution d'un problème ouvert trouvé dans un matériel déclencheur.

L'UNESCO dans la même lancée renforcera son appui à la diffusion des connaissances, notamment par le biais de revues et de bonnes publications, par le biais des plateformes de science ouverte sur le continent, afin de permettre aux chercheurs et aux utilisateurs des connaissances

scientifiques d'accéder aux informations disponibles et de les utiliser rapidement. Ce qui pourrait accélérer les développements ultérieurs dans l'application et l'utilisation des connaissances scientifiques.

Enfin, la pandémie de Covid-19 appelle à des idées nouvelles et innovantes pour réduire, à l'avenir, la propagation des virus zoonotiques tout en garantissant la sécurité alimentaire et économique de la population touchée. Dans certains pays africains, où le marché de la viande de brousse est florissant, cela nécessite une approche à deux volets. D'une part, il est important de mener une campagne de plaidoyer et de sensibilisation auprès des chasseurs de viande de brousse, des agriculteurs, des commerçants et des consommateurs, sur les dangers de la chasse et de la consommation de viande de brousse. D'un autre côté, la caractéristique socio-économique particulière de la région indique que des moyens de subsistance alternatifs devraient être offerts à tous ceux qui tirent normalement un revenu de la chasse et du commerce de la viande de brousse.

L'UNESCO possède une vaste expérience dans la création de moyens de subsistance alternatifs dans les réserves de biosphère et les aires protégées. Cette expertise sera mise à la disposition des États membres qui manifesteront leur intérêt à aborder la question de la viande de brousse en tant que source de zoonoses.

3.5 Promotion de l'apprentissage en ligne comme moyen rapide pour assurer la continuité scolaire mais avec une perspective de renforcement de capacités pour les défis futurs

3.5.1 Assurer la continuité pédagogique à distance

Le développement et la promotion des plateformes d'apprentissage en ligne

L'Institut africain de renforcement des capacités (IICBA) en tant que co-coordonnateur (avec Education International), du volet développement des enseignants de la stratégie continentale pour l'éducation en Afrique (CESA 16-25) a mis en œuvre un certain nombre d'activités pour aider les États à assurer une continuité pédagogique malgré la fermeture des écoles. IICBA a initié à cet effet l'organisation d'une série de webinaires pour favoriser le partage d'informations et d'expériences entre les pays sur les dispositifs permettant d'assurer un enseignement à distance. Il a également mis en place une plateforme¹² pour le développement et le partage de ressources. Au-delà des aspects liés à la digitalisation des contenus de formation et la capitalisation des ressources déjà disponibles, l'accent actuel porte sur les approches ne nécessitant pas une connexion Internet comme le développement d'intranet, l'utilisation des smartphones, des clés USB, des photocopies, de matériel de lecture et d'écriture mais aussi de l'utilisation de la radio et la télévision pour diffuser auprès des plus marginalisés.

Le renforcement des capacités des enseignants et des autres parties prenantes

Une des difficultés rencontrées par les pays Africains a été le fait que les enseignants ne sont pas formés aux techniques de l'enseignement et de l'évaluation des acquis à distance, de ce fait la majorité ne peut pas appliquer efficacement une pédagogie interactive de qualité encore moins évaluer des apprentissages en ligne. En réponse à ces défis, plus de 15 partenaires de solutions informatiques sur les questions de logiciels, matériels et de connectivité ont été mobilisés issus de la coalition mondiale qui comprenait Microsoft, Huawei, Curious learning, Google, Facebook et Commonwealth of Learning, entre autres via le forum de partenariat sur les ODD en Afrique. Un document de stratégie d'apprentissage en ligne a été élaboré et présenté aux équipes pays des UNCTs de toutes les régions pour adaptation au plan d'intervention d'urgence au niveau des pays. Les bureaux régionaux de l'Unesco en Afrique ont lancé durant le mois d'avril un vaste programme de renforcement de capacités des enseignants et acteurs du secteur de l'éducation sur les questions de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) en éducation. Les réflexions ont déjà débuté pour ce qui concerne l'intégration des TIC dans l'enseignement technique et la formation professionnelle, où le déficit semble être le plus élevé. Il faut relever que l'UNESCO a une approche holistique et globale de la promotion des TIC dans l'éducation. L'accès, l'inclusion et la qualité sont quelques-uns des défis que l'utilisation effective des TIC pourraient relever. Les bureaux de l'UNESCO en Afrique comptent mobiliser l'expertise ainsi que les ressources de l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation (ITIE), établi à Moscou, qui est spécialisé dans l'échange d'information, la recherche et la formation relatifs à l'intégration des TIC dans l'éducation pour combler ce déficit.

Le développement et la mise en œuvre des plans d'urgences et de contingences

L'UNESCO dans le cadre de la coalition mondiale et de la coordination des Groupes Locaux des

¹² <http://cvi.iicba.unesco.org>.

Partenaires en Éducation, des groupes de travail EiE (Education en Urgence) et des comités nationaux de coordination de la crise du COVID-19 en éducation soutient actuellement les pays africains dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans opérationnels de contingence ou d'urgence pour le secteur de l'éducation. Les plans de contingences s'articulent autour des actions à mener pour soutenir les élèves et leurs apprentissages dans les situations de fermeture des écoles. La priorité est donnée à l'enseignement à distance et intègre des stratégies pour atteindre les plus défavorisés (partenariats avec les ONG, la société civile, le secteur privé). Les réflexions sont en cours pour identifier des alternatives pour les examens nationaux ; préparer un plan de réouverture des écoles (planification des ressources financières, humaines, des infrastructures, etc.) ; fournir tous les accessoires nécessaires aux écoles pour leur réouverture afin de lutter contre la propagation du COVID-19. Naturellement, la réussite de ces plans passera par une bonne communication avec l'ensemble des acteurs du niveau central au niveau école (parents d'élèves, chefs de village, chefs religieux, etc.).

La coordination des partenaires de l'éducation pour assurer les synergies et optimiser l'impact pour les pays Africains

L'UNESCO a lancé en mars 2020 la Coalition mondiale pour l'éducation afin d'aider les États y compris Africains à développer les meilleures solutions d'enseignement à distance et à atteindre les enfants et les jeunes les plus à risque. Elle s'efforce de faire correspondre les besoins de solutions gratuites et sûres, en réunissant des partenaires pour relever entre autres, les défis de la connectivité et du contenu. Elle fournit des outils numériques et des solutions de gestion de l'apprentissage pour télécharger les ressources éducatives numérisées nationales, ainsi que pour gérer les ressources d'apprentissage à distance et renforcer l'expertise technique – en recourant à un mélange de technologie et d'approches communautaires, en fonction des contextes locaux.

L'UNESCO dans la même veine en tant que coordonnateur des sous-groupes locaux de l'éducation dans plusieurs pays africains et des par-

tenaires de l'éducation au niveau sous régional comme c'est le cas en Afrique Centrale, de l'Ouest et de l'Est, continuera d'organiser des webinaires et des réunions Skype pour assurer non seulement le partage d'information sur les interventions des différents acteurs, la mobilisation d'un partenariat technique élargie (Google, Microsoft, Facebook, Coursera,...), mais aussi pour assurer une meilleure coordination et synergie des différentes actions du niveau régional et national dans l'intérêt des pays africains qui travaillent actuellement sur leur plan de réponse au COVID-19 en coordination avec leur Équipe nationale du système des nations unies (UNCT).

3.5.2 Renforcer la résilience et les capacités des systèmes éducatifs pour les défis futurs

Révision des politiques de développement du sous-secteur de l'éducation

Sur le moyen et long terme, l'Institut International de Planification de l'Éducation (IIPÉ) sera mobilisé pour appuyer les pays africains dans la révision/actualisation des stratégies de développement du secteur de l'éducation qui avaient tous été développées sans tenir compte de la survenue de la pandémie. Les exercices d'actualisation seront l'occasion d'intégrer des actions pour relever les défis liés à la survenue du COVID-19 et aussi en collaboration avec les agences des Nations unies à l'instar de l'UNICEF et Save the Children (EiE global co-leads_) entre autres, de développer des plans de contingence et d'urgence afin de faire face aux crises dans le futur. L'actualisation permettra aussi de calibrer les ambitions sur la baisse probable des ressources financières qui seront affectées au secteur de l'éducation comme relevée dans le paragraphe précédent. C'est pourquoi la priorité sera accordée sur comment assurer une meilleure efficacité et efficience de la dépense publique en éducation.

L'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU) en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine et d'autres acteurs dans le continent, travaillera avec les pays en vue de les aider à définir des cadres nationaux des indicateurs; la

production, l'analyse et l'utilisation des données fiables entre autre pour assurer un meilleur suivi et évaluation des impacts des politiques qui seront adoptées. Il s'agira d'aider à la détermination des types de données et d'informations qui contribueront à éclairer les politiques et stratégies efficaces pour l'enseignement à distance par exemple, ou encore de veiller à ce que les données collectées prennent en compte les enfants les plus vulnérables dans les zones reculées, les enfants déplacés et réfugiés.

La révision du cadre juridique et réglementaire dans les différents pays prenant en compte les mutations nécessaires dues à la crise du COVID-19 devra faciliter la validation et la mise en œuvre des nouvelles options de réponses politiques.

Développement de stratégies thématiques pour s'attaquer à certains défis futurs pré identifiés à l'occasion de la crise

L'Institut international de renforcement des capacités en Afrique (IICBA) accompagne les États Africains dans l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies pour garantir le retour progressif des élèves à l'école. Pour cela, l'institut a élaboré un document « school safety manual », dont l'ambition est de proposer des méthodes d'apprentissage flexibles adaptées aux différents contextes et permettant redémarrage en douceur des activités scolaires. Les approches tiendront aussi compte de la spécificité des filles enceintes et des jeunes mères qui sont souvent confrontées à la stigmatisation et à des lois discriminatoires en matière de réintégration scolaire.

L'Institut de l'UNESCO pour les technologies de l'information dans l'éducation (ITIE) ainsi que l'unité en charge de l'intégration des TIC dans l'éducation au siège de l'UNESCO sont mobilisés pour apporter un accompagnement technique et méthodologique aux pays Africains afin de les aider à développer des politiques et stratégies d'intégration holistiques des TIC dans l'éducation. En général ces politiques sont axés sur trois objectifs principaux à savoir : l'infrastructure ; la formation ; et le développement de contenus.

Il convient d'accorder l'attention aussi à l'approche qualitative si l'objectif est que les étudiants, élèves et apprenants soient engagés, motivés et soutenus pour apprendre pendant des périodes de crise. Ceci nécessite de renforcer les capacités de réflexion des apprenants sur le questionnement, la créativité, la résolution de problèmes. Il est aussi important de travailler au développement des compétences de vie courantes et émotionnelles, par exemple l'empathie, le travail en commun, l'entraide, la résilience et l'esprit d'initiative, faire preuve de créativité et agir de manière responsable dans le cadre de la prise de risques et de la prise de décisions. Dans la même veine, les attitudes et des comportements, tous sous-tendus par des valeurs, comme celles liées à l'éducation à la citoyenneté (GCED) et l'éducation au développement durable (ESD) sont indispensables dans un contexte de crise. L'UNESCO intensifiera dans les mois à venir son soutien aux pays africains pour la redéfinition de l'apprentissage et l'intégration effective de l'enseignement et l'apprentissage de compétences transversales dans le curriculum.



4. Conclusion

L'analyse prospective réalisée dans le cadre de la présente note a permis de mettre en lumière des propositions de solutions aux États membres, aux organisations sous régionales et continentales, en vue de faire face aux effets et conséquences du COVID-19, entre autres, à court, moyen et long terme. Les propositions mettent en lumière des recommandations de politiques permettant d'apporter une réponse immédiate à la crise, et de se préparer à d'autres crises futures. Elles concernent à la fois les États Africains, mais aussi les partenaires techniques et financiers qui accompagnent ces États- Ceci d'autant plus que les effets observés ne peuvent être atténués qu'à travers une approche globale et en concertation avec les autres partenaires au développement, et en combinaison avec des solutions spécifiques à chaque pays.

Quelles que soient les solutions et orientations proposées, les potentiels impacts positifs ne peuvent être escomptés sur le moyen et long

terme que si des mécanismes fonctionnels et pérennes de suivi évaluation existent dans les pays Africains. Le COVID-19 aura mis en lumière l'épineux problème de la fragilité des systèmes d'informations pour le suivi et l'évaluation des agendas de développement à différents niveaux. En Afrique sub-saharienne en particulier, le défi se trouve sur la disponibilité de données statistiques fiables en vue de simuler et planifier les différentes interventions, pour à la fois contenir la pandémie du COVID-19, endiguer la maladie et parer aux effets néfastes sur la population et les appareils productifs des biens et services. Cette demande brusque d'informations pour orienter les décisions a exercé une pression supplémentaire mais utile sur les systèmes d'information existants déjà fragiles, et aura permis de relever leurs défaillances.

En éducation par exemple, nombreux sont les pays en Afrique qui n'avaient pas encore une connaissance exacte de la distribution de leur population scolaire et du corps enseignant, faute

d'une carte scolaire et d'une carte des postes à jour plus de six mois après les rentrées de septembre 2019. Plus grave encore, les pays ont décrété de la continuité pédagogique à distance sans la moindre préparation préalable des enseignants et des élèves, quand on sait que l'école à distance comporte de nombreux défis qui ne sauraient être surmontés sans planification. Cette approche engage toutes les parties prenantes y compris les autorités étatiques en charge de la distribution de l'énergie électrique, des télécommunications, et les médias; les enseignants et les parents d'élèves, ces derniers qui devraient mettre un minimum d'outils à la disposition des enfants affectés. Même dans le domaine de la culture, l'on a encore beaucoup d'interrogation sur les effets des mesures adoptées par les pouvoirs publics sur l'industrie culturelle, sans qu'une réponse appropriée soit élaborée à cause du manque de données permettant de mesurer la contribution exacte du secteur dans la production de la richesse nationale. Cette carence est surtout due à la combinaison de deux facteurs : le manque de maîtrise du domaine de la culture par les gestionnaires et l'absence de politiques

ciblées pour le développement de ce secteur, justifiant à la fois les investissements publics et le besoin de production de statistiques culturelles.

L'UNESCO mettra à profit les expertises de ses instituts et les autres partenaires pour aider les pays membres à identifier les informations prioritaires à la lumière des effets observés et anticipés du COVID-19, la mise sur pieds des systèmes d'information pérennes intégrées et la promotion de l'utilisation des informations statistiques pour la planification et la prise des décisions. L'application stricte de la politique en matière d'évaluation permettra de produire des informations pertinentes pour le suivi et l'évaluation des différentes interventions.

Cependant en prélude au changement de paradigme dans la gestion post COVID-19, les pays africains devront faire preuve d'engagement et de résilience dans ce nouvel environnement. Plus qu'auparavant, le continent a besoin d'une recherche-action endogène pour proposer des solutions innovantes, pertinentes et durables aux conséquences des crises futures.

Annexes

Annexe 1 : Liste des directeurs et chefs de bureaux hors-siège en Afrique

| REGION/OFFICE | OFFICE TYPE | COUNTRY COVERAGE | DIRECTOR/HEAD |
|----------------|---|--|--------------------------------|
| Africa | | | |
| Abuja | Multi Sectoral Regional Office (West Africa) | Benin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinea, Liberia, Nigeria, Sierra Leone, Togo | Ydo Yao |
| Abidjan | National Office | Côte d'Ivoire | Anne Lemaistre |
| Accra | National Office | Ghana | Abdourahamane Diallo |
| Dakar | Multi Sectoral Regional Office (West Africa - Sahel) | Burkina Faso, Cabo Verde, The Gambia, Guinea Bissau, Mali, Niger, Senegal | Dimitri Sanga |
| Bamako | National Office | Mali | Edmond Moukala |
| Harare | Multi Sectoral Regional Office (Southern Africa) | Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibia, South Africa, Swaziland, Zambia, Zimbabwe | Hubert Gijzen |
| Maputo | National Office | Mozambique | Paul Gomis |
| Windhoek | National Office | Namibia | Djaffar Moussa ELKADOUM |
| Nairobi | Multi Sectoral Regional Office (East Africa) | Comoros, Djibouti, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Madagascar, Mauritius, Rwanda, Seychelles, Somalia, South Sudan, Uganda, United Republic of Tanzania | Ann-Therese Ndong-Jatta |
| Addis Ababa | National Office Liaison Office | Ethiopia Liaison Office to the African Union and the United Nations Economic Commission for Africa | Ana Elisa Santana de Afonso |
| Dar-es-Salaam | National Office | Tanzania | Tirso Dos Santos |
| Juba | National Office | The Republic of South Sudan | Julius Banda |
| Yaoundé | Multi Sectoral Regional Office (Central Africa) | Angola, Burundi, Cameroon, Central African Republic, Chad, Congo, Democratic Republic of the Congo, Equatorial Guinea, Gabon, Sao Tome and Principe | Salah Khaled |
| Brazzaville | National Office | Congo | Fatoumata Marega (OIC) |
| Kinshasa | National Office | Democratic Republic of The Congo | Jean-Pierre Ilboudo |
| Libreville | National Office | Gabon | Vincenzo Fazzino |

| REGION/OFFICE | OFFICE TYPE | COUNTRY COVERAGE | DIRECTOR/HEAD |
|--------------------|------------------------------------|---|------------------------|
| Arab States | | | |
| Cairo | Regional and Cluster Office | Regional Bureau for Sciences in the Arab States Cluster Office for Egypt, Libya, Sudan | Ghaith Fariz |
| Khartoum | National Office | Sudan | Pavel Kroupkine |
| Rabat | Cluster Office | Algeria, Mauritania, Morocco, Tunisia | Golda El-Khoury |

Annexe 2 : Liste des responsables ayant coordonné les inputs par secteur

| | |
|----------------------------|---------------------------------------|
| ALONSO CANO GUIOMAR | secteur culture |
| CLAUDE AKPABIE | secteur education |
| KENMOE ELVIS MICHEL | secteur communication et information |
| MADUEKWE ANTHONY | secteur sciences naturelles |
| TOURE THIAM MAREMA | secteur sciences humaines et sociales |

Bibliographie

- AU (African Union) (2020). Impact of the coronavirus (COVID 19) on the African Economy, Addis Ababa, Ethiopia
- Calderon, Cesar; Kambou, Gerard; Zebaze Djiofack, Calvin; Korman, Vijdan; Kubota, Megumi; Cantu Canales, Catalina. (2020). Africa's Pulse, No. 21 (April), World Bank, Washington, DC. Doi: 10.1596/978-1-4648-1568-3. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO
- ECA (Economic Commission for Africa) (2015). Socio-economic impacts of Ebola on Africa, Revised edition, Addis Ababa, Ethiopia
- UNESCO (2012). Youth and Skills: Putting Education to Work. *EFA Global Monitoring Report, 2012*.
- OECD (2020). Interim Economic Assessment Coronavirus: The world economy at risk, Paris France
- UNECA (2020). Economic Impact of the Covid19 on Africa, Economic Commission for Africa, Addis Ababa, Ethiopia
- UNESCO (2020). Tableau récapitulatif des réponses des programmes UNESCO au COVID19, Internal CAB Document.
- World Health Organization (WHO) (2020). Coronavirus disease 2019 (COVID-19), Situation Report – 94
- World Health Organization (WHO) (2020). Coronavirus disease 2019 (COVID-19), Situation Report – 80
- <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/04/13/pr20151-imf-executive-board-approves-immediate-debt-relief-for-25-countries>
- <https://www.un.org/en/coronavirus>
- <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/situation-reports>
- https://www.jeuneafrique.com/925508/politique/tribune-coronavirus-pour-en-sortir-plus-forts-ensemble/?fbclid=IwAR2VD74toQJ57nleZBDRzRRB5MePlxPtSBY_ReHDWlabNvFOq4wtzu7pj34
- <https://fr.unesco.org/news/lunesco-associe-organisations-internationales-societe-civile-secteur-prive-coalition-assurer>
- <https://www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales/statistiques-recettes-publiques-afrique-senegal.pdf>
- <https://www.weforum.org/agenda/2020/04/covid19-media-consumption-generation-pandemic-entertainment/>
- <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000115930>

UNESCO Culture

- <https://fr.unesco.org/news/lunesco-soutient-culture-patrimoine-durant-confinement-du-au-covid-19>
- <https://www.un.org/en/un-coronavirus-communications-team/launch-report-socio-economic-impacts-covid-19>
- https://www.iom.int/sites/default/files/documents/covid-19_analytical_snapshot_16_-_international_remittances.pdf
- <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000115930>
- <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/special-themes/science-education/basic-sciences/microscience/>

Sites Web

ISU (Institut de statistique de l'UNESCO)

<http://uis.unesco.org/fr>

https://unesco.delegfrance.org › cib_20_declar_ethiq_covid_avec_comest_fr

<http://cvi.iicba.unesco.org>

<http://www.iiep.unesco.org/fr/covid-19-quel-sera-le-prix-payer-pour-leducation-13369>

Depuis Décembre 2019, le monde entier fait face à une crise sanitaire inédite due à l'infection au coronavirus qui s'est très rapidement muée en pandémie. Bien que l'Afrique soit pour le moment l'une des régions les moins touchées, les expériences passées et récentes de pandémies sur le continent africain militent dans le sens de porter une attention toute particulière aux incidences économiques, sociales et culturelles sur les pays touchés et au-delà.

Ce document de politique analyse les incidences socioéconomiques et culturelles de la maladie sur l'Afrique dans son ensemble, aussi bien par les effets immédiats que les conséquences présentes et futures de la pandémie, y compris sur le tissu sociétal africain, susceptible d'entraîner une fracture de la relation de confiance entre les Etats et leurs citoyens, et au sein des communautés elles-mêmes. Ce faisant, elle met en lumière les principales mesures adoptées par les pays africains pour juguler la crise et ses effets socio-économiques et culturelles. Tout en s'engageant dans l'action et dans la réflexion sur les conséquences présentes et futures de la pandémie, l'UNESCO entend ainsi contribuer de manière substantielle aux débats en cours en Afrique à travers en l'articulation d'une réponse stratégique pour apporter sa contribution aux efforts collectifs mondiaux et régionaux de lutte contre la pandémie.

Les actions proposées mises en évidence dans les domaines respectifs du mandat de l'UNESCO témoignent des réponses immédiates déjà initiées sur le terrain pour amortir les effets à court terme de la crise, mais l'orientation fondamentale est une focalisation sur la phase post-pandémique au cours de laquelle beaucoup plus d'efforts vont être nécessaires pour remettre le continent sur pied. En effet, l'efficacité et la pertinence du paradigme actuel de développement sont interrogées et l'orientation privilégiée pour l'ère post-pandémie pourrait aboutir à repenser les hypothèses qui lui sont associées, re-imaginer l'Afrique et penser autrement son avenir. Cette phase nécessitera la mise en œuvre de mécanismes de suivi et d'évaluation robustes à travers les pays africains, ainsi que des données statistiques crédibles pour éclairer la planification des politiques, pour conforter cette période de relèvement et de reconstruction post COVID-19.